

était retourné en Turquie dans le courant de l'été pour rendre visite à sa mère, souffrante. «Il a ensuite prolongé son séjour pour s'impliquer dans les préparatifs du Forum social européen, qui aura lieu en novembre à Diyarbakir», capitale du Kurdistan turc, indique Jamshid Pouranpir, d'Unia-Genève.

Dossier inaccessible

«Nous ne connaissons pas les raisons de son arrestation. Nous savons seulement que la télévision d'Etat a annoncé l'inculpation de sept personnes, dont Murad ferait partie, tombant sous le coup de la loi antiterroriste», poursuit-il. Reste que le comité de soutien est «convaincu de son innocence totale, eu égard à son respect pour les lois turques et pour son esprit civique». Autorisée à le rencontrer après trente heures de garde à vue, l'avocate stambouliote de l'employé d'Unia n'avait, jusqu'à hier matin, pas eu accès

au dossier. Quant à sa compagne, Eylem Pamuku, elle n'a eu droit qu'à une visite de dix minutes en fin de semaine dernière.

Le couple s'était réfugié en 2001 en Suisse, peu après la sortie de prison de Murad Akinçilar². Professeur d'économie en Turquie, il avait été incarcéré dans le cadre de ses activités syndicales, puis accusé de «séparatisme kurde». Son épouse Eylam Pamuku a également un passé militant: d'origine kurde, elle a purgé dans sa jeunesse une peine de huit ans d'emprisonnement. Au bénéfice d'un permis C, le secrétaire syndical d'Unia est une figure connue et appréciée dans les cercles de défense des travailleurs et dans les milieux altermondialistes en Suisse et en Europe, souligne Jamshid Pouranpir.

«Pseudo-démocratie»

L'appel à la libération «immédiate et inconditionnelle» de Murad Akinçilar circule depuis le début de la semaine sur internet. Des fédérations

syndicales internationales suivent l'affaire de près. Parmi les signataires du texte, le conseiller national Carlo Sommaruga a déjà saisi la commission de politique extérieure, qui se réunit lundi prochain. «J'aimerais savoir si le Conseil fédéral est au courant et s'il entend entreprendre des démarches, car la Suisse entretient des relations toujours plus intenses avec la Turquie», précise le socialiste. Plus généralement, cette arrestation «montre qu'un retour au pays est très délicat pour les réfugiés politiques, malgré l'écoulement du temps. Ces gens restent au centre de l'attention de l'appareil répressif des régimes.» Pour Carlo Sommaruga, cette affaire «n'améliore pas l'image de la pseudo-démocratie turque». 1

¹Disponible sur www.unia.ch/Solidaritaetsappell.3856.0.html?&L=1

²Lire son interview dans *Le Courrier* du 28 avril 2001.